

RÉSUMÉ

Ce récit propose une "révolution de la gouvernance de l'eau", centrée sur une GEMAPI refondée, des EPTB au service des collectivités. Le projet appelle à une responsabilité individuelle et collective, une montée en compétences scientifiques, une meilleure application de la réglementation et une contractualisation plus cohérente. Un plaidoyer pour une gestion réaliste, rigoureuse et ambitieuse de l'eau.

ENJEU Gouvernance et connaissance

ACCROCHER NOTRE CHARRUE AUX ÉTOILES

Alors notre projet s'appelle "accrocher notre charrue aux étoiles et voir plus loin"

Alors pour ce faire ? La démarche sera collective ou ne sera pas ! Mais Pour ce faire, il faut une Gemapi beaucoup plus performante, des eptb efficaces et surtout au service des collectivités et enfin des syndicats d'alimentation en eau potable qui travaillent beaucoup plus sur la protection des captages. Sur le point numéro 3, il nous semble important de développer la responsabilité, une vraie responsabilité à tous les niveaux et qu'elle soit assumée. Qu'elle soit individuelle, mais aussi institutionnelle. Il faut évidemment supprimer la notion de compensation et plutôt valoriser l'évitement et la réduction des pollutions ou des effets négatifs. Il faut redynamiser la Gemapi, la rendre beaucoup plus réaliste. Il faut surtout arrêter de simplifier le bon état écologique à la continuité écologique. Il ne faut pas reculer devant la complexité des phénomènes liés à la gestion de l'eau, il faut dans tous les cas renforcer le lien entre scientifiques et élus. Et surtout accroître considérablement le travail efficace sur les territoires.

Alors pour ce faire, nous proposons une véritable révolution au sein de l'agence de l'eau qui doit s'engager sur de véritables stratégies. Elle doit intégrer les projets de territoire engagés par les élus. Elle doit surtout auditer les actions déjà engagées pour ne pas persévérer dans les erreurs. Elle doit s'inspirer des expériences, y compris à l'étranger et particulièrement dans le Sud, en matière de changement climatique. Il va falloir également débloquer les ARS qui doivent se préoccuper beaucoup plus des polluants émergents et de leurs effets cocktail.



Et il va falloir également motiver les préfets pour qu'ils prennent en compte la réalité des risques liés à l'utilisation de l'eau potable.

Enfin, il nous paraît important de mobiliser des fonds pour la recherche, augmenter le niveau et le nombre de thèses encadrées. Il faut surtout relancer les compétences en biologie aquatique, en taxonomie et en écologie, sauf à abandonner le mot d'écologie dans la directive-cadre européenne sur l'eau.

Et enfin, il faut revaloriser le triptyque : réglementation, financement et contrats. Une réglementation qui doit être appliquée de façon plus efficace, des financements qui doivent réellement orienter les stratégies et enfin des contrats qui doivent beaucoup plus cadrer l'action des partenaires.